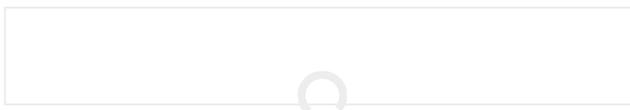




● En ce moment

[Calcul IMC](#)[Outil prénom](#)[Prise de RDV médical](#)[COVID](#)[Variole du Singe](#)

Accueil / Santé ...

• **Actualités**

Les femmes peinent à trouver un gynécologue, et il y a une raison à cela !

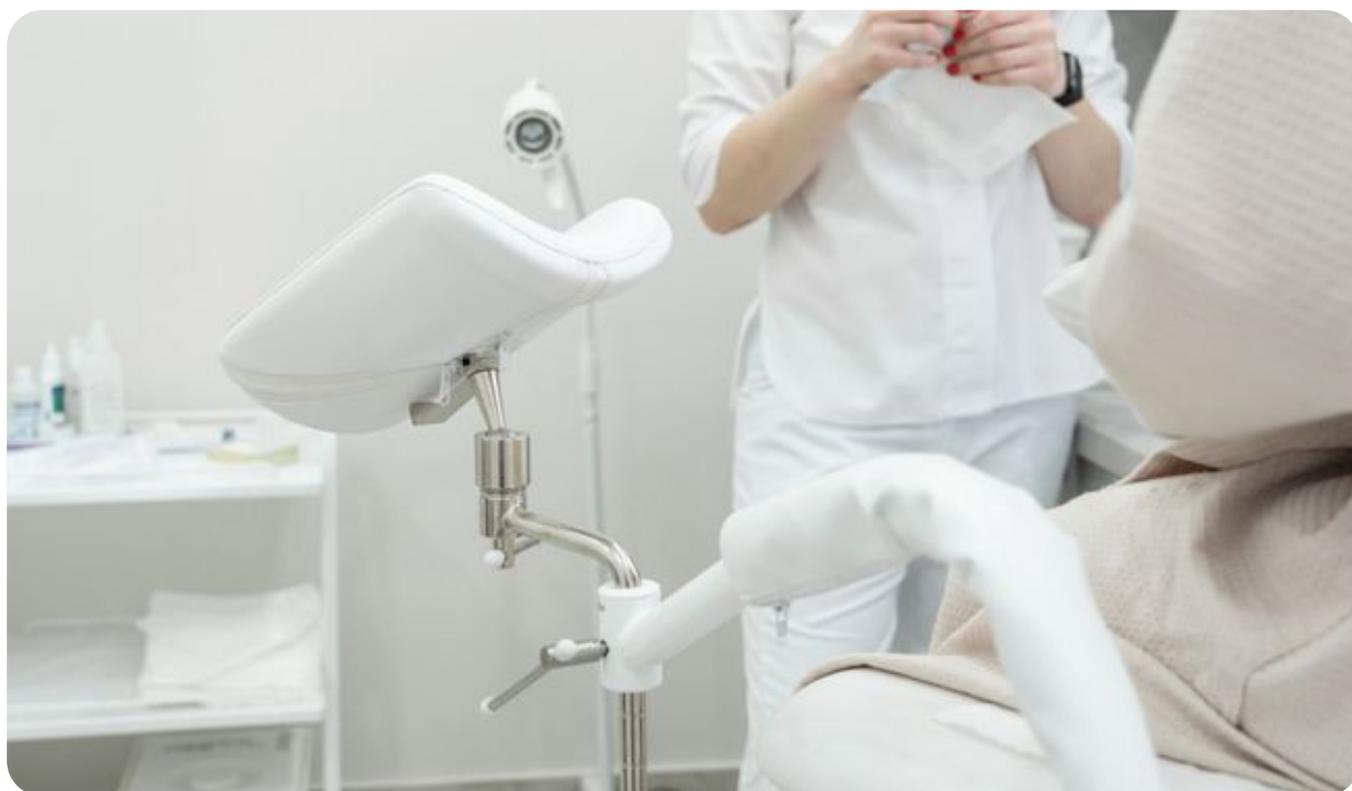
Publié le 25/11/2022 à 08h05 , mis à jour le 25/11/2022 à 08h05

Lecture 3 min.

Magali Régnier

Journaliste

en collaboration avec **Dr Elisabeth Paganelli (gynécologue médicale et membre du Syndicat des gynécologues et obstétriciens de France (Syngof))**



Face au désert médical qui s'étend, la Fédération Nationale des Collèges de Gynécologie Médicale alerte sur l'urgence d'augmenter le nombre de postes de

gynécologues en internat, pour en former plus et enfin retrouver une offre de soins décente.

Sommaire

1 | Un cursus supprimé pendant 16 ans à l'origine des manques

2 | Un impact problématique sur la santé des femmes

Vous ne parvenez pas à prendre un rendez-vous chez un gynécologue près de chez vous ? Vous n'êtes malheureusement pas la seule. Alors que [la dernière enquête de l'UFC Que choisir](#) pointait la fracture sanitaire qui règne en France au travers une carte interactive, la Fédération Nationale des Collèges de Gynécologie Médicale (FNCGM) plantait le clou un peu plus profondément le 16 novembre dernier au sujet des professionnels de leur secteur. Dans un communiqué destiné aux pouvoirs publics, la fédération souhaitait une fois de plus alerter sur le manque de postes ouverts pour répondre *“à l'attrait croissant des internes pour la spécialité de gynécologie médicale et améliorer l'accès aux soins pour les femmes”*. Le manque de professionnels ne serait donc pas lié à une désertion des candidats mais bien à un dysfonctionnement du système entier, qui ne serait pas récent.

Un cursus supprimé pendant 16 ans à l'origine des manques

La suite après cette publicité

Selon Isabelle Héron, présidente de la FNCGM, le dysfonctionnement dure depuis déjà trente ans.

"Pendant 16 ans, on a arrêté de former des internes avec la spécialité 'gynécologie médicale'. Ce qui fait qu'aujourd'hui, beaucoup de gynécologues ont plus de 60 ans. C'est difficilement rattrapable et le temps que le relais soit pris, il faut beaucoup de temps" déclare-t-elle dans une interview donnée au site du magazine Marie Claire.

Les faits sont réels : la spécialité "gynécologie" a été supprimée du cursus universitaire en 1987 et réintroduite seulement en 2003, déjà sous l'impulsion des

professionnels de santé et l'aide d'une pétition nationale ayant recueilli 1 600 000 signatures de femmes. Preuve que le sujet est brûlant.

Toutefois, selon le communiqué, *"le nombre de postes proposés lors de cette réintroduction en 2003 était très insuffisant par rapport au nombre de gynécologues qui allaient partir en retraite (seulement une dizaine de postes par an...)"*. La reprise n'a donc pas réglé pleinement la situation.

Aujourd'hui encore, soit 19 ans plus tard, la spécialité connaît bien une évolution positive, avec un nombre d'internes en augmentation pour préparer le DES de gynécologie médicale. Mais si le nombre de postes ouverts a progressé (87 postes en 2022 contre 10 seulement en 2007), ils restent cependant bien en-deçà du nombre de postes qu'il faudrait pour pallier les départs en retraite, estimés entre 120 et 130 par an selon la fédération.

Un impact problématique sur la santé des femmes

Au sein de la FNCGM, l'inquiétude grandit pour la qualité des soins qui va diminuer, *"avec le risque d'aboutir à des retards de diagnostic dans les pathologies"*.

La suite après cette publicité

Pour Elizabeth Paganelli, gynécologue médicale et secrétaire du Syndicat national des gynécologues obstétriciens français (le SYNGOF), le fait de ne pas pouvoir obtenir l'avis d'un gynécologue impacte en effet la santé des femmes.

“Les patientes peuvent aujourd'hui accéder à des consultations gynécologiques par les sages-femmes qui prennent en charge tout ce qui est physiologique. Les pharmaciens voient également un élargissement de leurs attributions, en pouvant délivrer la pilule du lendemain par exemple. Néanmoins, dès qu'il faut une consultation spécialisée, parfois urgente cela devient vraiment compliqué, et cela les laisse dans l'angoisse”.

Ainsi, dès que la question touche à l'infertilité, l'hirsutisme, la vulvite, divers types de saignements, tout ce qui est du domaine cancéreux, ou tout ce qui peut sortir de l'ordinaire, un suivi par un gynécologue est nécessaire. *“Les Françaises méritent mieux”* clame-t-elle. Quant aux médecins généralistes, qui ont effectivement une formation sur la prise en charge gynécologique, le Dr Paganelli pointe le fait qu'ils n'ont toutefois pas de formation aux actes techniques dans leur diplôme universitaire.

Le communiqué le rappelle, la gynécologie est une spécialité complète, à l'interface de l'endocrinologie, de l'obstétrique et de l'oncologie, mais également au contact de toutes les spécialités de façon transversale, qui prend en charge la femme à chaque étape clé de sa vie gynécologique, de la puberté à la ménopause.

La suite après cette publicité

“Si le nombre de postes n'augmente pas significativement, qui prendra en charge toutes les facettes de la santé gynécologique de la femme ? Qui prendra en charge le suivi de ces pathologies ?” s'inquiète à juste titre Isabelle Héron.

La présidente de la FNCGM sollicite aujourd'hui un rendez-vous avec le ministre de la Santé pour discuter de cette situation et tenter de trouver des solutions. Avec un espoir de changement à la clé ? La FNCGM alerte depuis de nombreuses années les ministres de la Santé qui se sont succédé. Des alertes restées sans réponse.

Sources

- Entretien avec le Dr Paganelli, gynécologue médicale et secrétaire du SYNGOF
- Communiqué de la FNCGM, 16 novembre 2022

Partager sur :

